
Consultation publique - contribution Verizon France

Révision de la décision n°2018-0170 en date du 22 février 2018 relative à la collecte d'informations concernant le déploiement et la commercialisation des réseaux fixes à haut et très haut débit (12 janvier 2023)

Verizon France souhaite tout d'abord remercier l'Autorité pour l'opportunité qui lui est accordée de s'exprimer à propos du projet de refonte de la décision n°2018-0170 relative à la collecte d'informations concernant le déploiement et la commercialisation des réseaux fixes à haut et très haut débit.

Verizon France tient à souligner en préambule que les positions et observations formulées au titre de la présente consultation ne valent que pour ce qui concerne le marché français, et ne sont pas nécessairement transposables à d'autres pays.

Remarques liminaires

Si nous souscrivons parfaitement au principe d'une transparence renforcée de la part des opérateurs de communications électroniques comme vecteur d'une régulation adaptée, nous tenons à souligner le fort impact opérationnel pour un opérateur de notre taille du renforcement régulier des obligations de remontées de données vers le régulateur, qui ne nous semble pas en adéquation avec l'objectif poursuivi par l'Autorité et les pouvoirs publics d'encourager la concurrence sur le marché entreprise.

Aussi, nous appelons à un allègement des obligations de remontées d'information pour les petits opérateurs en dessous d'un certain seuil de parts de marché qui pourrait être fixé par exemple à 3%, ainsi qu'un passage à une fréquence annuelle. Une telle modification permettrait à l'Autorité de poursuivre son travail de régulation au cours de l'année, tout en disposant d'une photographie précise annuelle, et d'alléger les contraintes liées à la remontée d'information pour des opérateurs tels que Verizon. Dans le cas où l'Autorité devait estimer qu'une remontée d'informations annuelle ne serait pas suffisante, Verizon France suggère la mise en place d'un système bi-annuel.

Remarques sur le fond de la décision

Sur la granularité des informations demandées quant aux garanties de temps de rétablissement

Le projet de décision prévoit d'affiner les informations remontées relatives aux garanties de temps de rétablissement (GTR), en établissant une distinction entre les GTR inférieurs à 10h, et ceux inférieurs à 4h. Sur ce point précis, nous estimons qu'il est disproportionné de demander cette information à la fois pour les accès présents et futurs, en raison des importants développements informatiques nécessaires pour obtenir cette information.

Nous suggérons en ce sens de mettre en place cette obligation de remontée d'information uniquement pour les nouveaux accès à compter de la date de publication de la décision. Si toutefois l'Autorité souhaitait obtenir une vision d'ensemble du parc, nous suggérons la mise en place d'un délai d'adaptation d'un an afin de laisser le temps aux acteurs concernés d'effectuer les recensements nécessaires.

Sur les collectes supplémentaires envisagées sur la boucle locale optique dédiée ainsi que sur les noeuds de raccordement optiques dans le cas d'un accès haute qualité

De même que dans le cas des garanties de temps de rétablissement, Verizon France souhaite alerter l'Autorité sur la difficulté de mettre en place des remontées fines sur le détail du parc dans un délai aussi contraignant que celui prévu actuellement.

Nous suggérons en ce sens de mettre en place cette obligation de remontée d'information uniquement pour les nouveaux accès à compter de la date de publication de la décision. Si toutefois l'Autorité souhaitait obtenir une vision d'ensemble du parc, nous suggérons la mise en place d'un délai d'adaptation d'un an afin de laisser le temps aux acteurs concernés d'effectuer les recensements nécessaires.